

Foire aux questions sur la Russie et l'Ukraine : Implications pour la politique budgétaire et monétaire



Le 17 mars 2022

Cette Foire aux questions a pour but d'aider à mettre en perspective la crise actuelle entre la Russie et l'Ukraine.

Q. Étant donné la forte hausse des prix du pétrole, quelles sont les attentes du marché en matière d'inflation ?

R. Au cours des 12 derniers mois, le marché s'attend à ce que l'inflation atteigne plus de 5 %, suivie d'un net ralentissement dans un an et au cours des années à venir. Le marché tient compte d'une inflation prévue de 3 % dans cinq ans, ce qui reste supérieur à l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale ; cela signifie que, même si le choc actuel peut se poursuivre pendant quelques mois, la conviction est toujours que l'inflation est transitoire.

Q. Quelles sont les perspectives pour la politique monétaire des principales banques centrales ?

R. Nous pensons que la crise en Ukraine n'empêchera pas la Réserve fédérale américaine de supprimer complètement les mesures d'adaptation mises en place pendant la crise économique. Nous nous attendons à une hausse des taux d'intérêt et à une réduction du bilan de la Fed à mesure qu'elle vend le stock d'obligations qu'elle a achetées précédemment afin de maintenir des taux d'intérêt faibles et de fournir des liquidités aux emprunteurs et aux prêteurs.

La Fed adoptera probablement une position intermédiaire, en déplaçant la politique monétaire vers une position neutre tout en veillant à ne pas exacerber la destruction de la demande entraînée par la flambée des prix des produits de base. Toutefois, la Fed est susceptible d'ignorer toute flambée des prix du pétrole et de la considérer comme transitoire. Le « dot plot » actuel de la Fed (où chaque point du graphique représente le point de vue d'un décideur politique de la Fed) projette un taux des fonds fédéraux de près de 2,0 % en 2024 et de 2,5 % au cours des années suivantes.

La Banque d'Angleterre a déjà commencé à relever ses taux et à réduire ses avoirs en gilts et en autres titres. La Banque du Canada a également relevé ses taux d'intérêt. Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne tire de l'arrière pour ce qui est de l'augmentation des taux, étant donné que l'économie de la région subira davantage de pressions en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Q. Le point de vue du marché concorde-t-il avec celui de la Fed ?

R. Le marché n'est pas d'accord avec le point de vue de la banque centrale américaine à propos du taux final des fonds fédéraux. Un conflit prolongé en Ukraine qui ralentit la croissance économique pourrait ralentir le rythme des augmentations de taux prévues par la Fed, même si, à ce stade, une telle trajectoire est difficile à évaluer. Le marché estime actuellement que le taux des fonds fédéraux sera légèrement supérieur à 1,5 % en 2024 et légèrement inférieur à 2,0 % à plus long terme.

À plus long terme, en raison des attentes actuelles selon lesquelles les taux d'intérêt resteront bien en deçà des prévisions de la Fed, les taux d'intérêt intermédiaires pourraient subir de nouvelles pressions à la hausse si les données économiques fondamentales restent solides.

L'attente dominante à plus long terme est que la Fed ne peut pas trop augmenter les taux sans provoquer une récession. La série de hausses des taux de la Fed en 2018 qui a entraîné les actions en territoire baissier avant que la Fed ne fasse marche arrière en 2019 est encore un souvenir frais pour les investisseurs.

Q. Quelles sont les perspectives de la politique budgétaire ?

R. Aux États-Unis, la souplesse de la politique budgétaire est limitée. Le gouvernement américain a fait beaucoup pour les consommateurs pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a suscité une inquiétude accrue quant à la taille de la dette publique. En l'absence d'une récession grave, nous ne voyons pas la possibilité d'un accord au Congrès sur un programme de dépenses important (même si le président Biden peut toujours recourir à des décrets visant à encourager la production de pétrole et de gaz). Les pressions inflationnistes sur l'énergie auxquelles sont confrontés les ménages et les entreprises de l'Europe sont nettement plus intenses, et pourraient conduire à une réponse budgétaire énergique ; la grande question est de savoir à quelle vitesse ce soutien aura lieu.

À l'avenir, il y aura des pressions à long terme pour augmenter les dépenses militaires afin de renforcer les défenses européennes et de dissuader la Chine de prendre des mesures contre Taïwan.

Q. Une fois la crise en Ukraine passée, comment les choses pourraient-elles changer ?

R. La réponse monétaire et budgétaire à la crise sera probablement limitée, mais la probabilité d'un resserrement agressif de la politique monétaire cette année est désormais considérablement réduite.

Le principal impact de l'invasion russe sur la croissance se fera sentir par le biais des marchés des matières premières et touchera surtout l'Europe, même si l'ampleur d'un éventuel ralentissement pourrait être modeste, même si l'ampleur d'un ralentissement éventuel pourrait être modeste, étant donné que les perturbations antérieures causées par la COVID-19 s'estompent rapidement (malgré les craintes actuelles d'une résurgence en Chine). Une fois la guerre terminée, nous pourrions assister à des changements à long terme en Europe, qui pourrait chercher à réduire son exposition à l'énergie russe. La Russie pourrait également réduire son exposition aux sanctions occidentales en se rapprochant de la Chine.

Au cours des années à venir, nous pourrions assister à des pressions accrues sur les budgets des gouvernements des États-Unis et de l'Europe, ces derniers essayant d'augmenter les dépenses de défense tout en maintenant les programmes sociaux.

Les portefeuilles SEI restent généralement positionnés pour une croissance économique continue et un contexte économique reflationniste qui profitent aux sociétés affichant une dynamique de bénéfices, des évaluations attrayantes et des caractéristiques financières solides.

Glossaire

Marché baissier : Un marché baissier désigne un environnement de marché dans lequel les prix sont généralement en baisse (ou sont censés l'être) et la confiance des investisseurs est faible.

Politique monétaire : La politique monétaire désigne l'ensemble d'outils à la disposition de la banque centrale d'un pays pour promouvoir une croissance économique durable en contrôlant l'offre d'argent disponible pour les banques du pays, ses consommateurs et ses entreprises.

Reflation : La reflation désigne la politique budgétaire et monétaire visant à accroître la production, à stimuler les dépenses et à limiter les effets de la déflation, qui se produit après une période d'incertitude économique ou une récession.

Renseignements importants

Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Les positions et les titres en portefeuille sont sous réserve de modifications. Toutes les informations à la date indiquée. L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. Le lecteur ne devrait pas se fier aux informations fournies comme s'il s'agissait de résultats de recherche ou de conseils en placement (à moins que vous n'ayez conclu séparément un accord écrit avec SEI pour l'offre de conseils en placement) ni les interpréter comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre. Le lecteur devrait consulter son propre spécialiste en placement pour obtenir de plus amples renseignements.

Les déclarations qui ne sont pas de nature factuelle, dont les opinions, les projections et les estimations, supposent certaines conditions économiques et évolutions des secteurs, et ne constituent que des opinions actuelles qui peuvent être modifiées sans préavis. Rien dans le présent document n'est destiné à être une prévision d'événement futur ni une garantie de résultats futurs.

Certaines informations relatives à l'économie et aux marchés contenues aux présentes ont été obtenues à partir de sources publiées préparées par d'autres parties, qui, dans certains cas, n'ont pas été mises à jour à la date du présent document. Bien que ces sources soient jugées fiables, ni SEI ni ses sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations et ces informations n'ont pas été vérifiées de manière indépendante par SEI.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La valeur d'un investissement et les revenus qui en découlent peuvent aussi bien diminuer qu'augmenter. Les investisseurs peuvent récupérer moins que le montant initial investi. Les rendements peuvent augmenter ou diminuer en raison des fluctuations des devises. Les rendements passés ne constituent pas un indicateur fiable des résultats futurs. Le placement peut ne pas convenir à tous.

Ce document n'est pas destiné aux personnes pour lesquelles (en raison de leur nationalité, de leur résidence ou pour toute autre raison) la publication ou la disponibilité de ce document est interdite. Les personnes auxquelles s'appliquent ces interdictions ne doivent pas se fier à ces informations à quelque titre que ce soit.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout autre titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas être interprétées comme une recommandation d'achat ou de vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans le présent document sans solliciter un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement.

Informations fournies aux États-Unis par SEI Investments Management Corporation (SIMC), une filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company (SEI).

Informations fournies au Canada par Société de placements SEI Canada, le gestionnaire des Fonds SEI au CanadR.

Informations fournies au Royaume-Uni par SEI Investments (Europe) Limited, 1 st Floor, Alphabeta, 14-18 Finsbury Square, London EC2A 1BR, qui est autorisé et réglementé par la Financial Conduct Authority. Les investissements dans les Fonds SEI sont généralement des investissements de moyen à long terme.

L'offre ou l'invitation de souscrire ou d'acheter des actions des sous-fonds (les « parts »), qui fait l'objet du présent Mémoire d'information, est une offre franche uniquement : (i) aux « investisseurs institutionnels » conformément à l'article 304 de la Securities and Futures Act, chapitre 289 de Singapour (la « loi »), (ii) aux « personnes concernées » conformément à l'article 305 (1) de la loi, (iii) aux personnes qui remplissent les conditions d'une offre faite conformément à l'article 305 (2) de la loi, ou (iv) conformément aux conditions de la loi ou à d'autres dispositions d'exemption applicables.

SEIAL a nommé SEI Investments (Asia) Limited (SEIAL) de Suite 904, The Hong Kong Club Building, 3 Jackson Road, Central, Hong Kong, comme sous-distributeur des Fonds OPCMV SEI. SEIAL est autorisé à exercer des activités réglementées de type 4 et 9 sous la supervision de la Securities and Futures Commission (« SFC »).

Ces informations sont offertes à Hong Kong par SEIAL. Le contenu de ce document n'a pas été revu par aucun organisme de réglementation à Hong Kong. Vous devez faire preuve de prudence en ce qui concerne l'offre. Si vous avez des doutes quant au contenu de ce document, vous devez obtenir un avis professionnel indépendant.

Ces informations sont disponibles en Amérique latine POUR LES SPÉCIALISTES (non de détail) UNIQUEMENT par SIEL.

Toute question relative à son contenu doit être adressée uniquement à votre distributeur. Si vous ne savez pas qui est votre distributeur, vous ne pouvez vous fier à aucune partie de ce document, à quelque titre que ce soit.

SIEL ne détient pas de licence en vertu de la loi d'Israël 5755-1995 sur la réglementation du conseil en investissement, de la commercialisation des investissements et de la gestion du portefeuille (la « Loi sur le conseil ») et ne souscrit pas d'assurance conformément à la Loi sur le conseil. Aucune mesure n'a été ou ne sera prise en Israël qui permettrait une offre publique ou une distribution au public des Fonds SEI mentionnés dans ce courriel en Israël. Ce commentaire et les Fonds SEI qui y sont mentionnés n'ont pas été approuvés par l'Autorité israélienne des valeurs mobilières (l'"ISA").

Émis en Afrique du Sud par SEI Investments (South Africa) (Pty) Limited FSP No. 13186, un fournisseur de services financiers autorisé et réglementé par la Financial Sector Conduct Authority (FSCA). Siège social : 3 Melrose Boulevard, 1 st Floor, Melrose Arch 2196, Johannesburg, Afrique du Sud.